



Crédit photo : nguyengkacqui/Pixabay

Partenariats public-privé pour l'assurance agricole

Istanbul, du 7 au 11 avril 2025



THE WORLD BANK



WORLD BANK GROUP

Academy



1

Partenariats public-privé (PPP) pour l'assurance agricole

Justification des PPP

Rôle de l'appui de l'État aux PPP

Subventions aux primes et coûts



2

Expérience internationale des PPP dans le domaine de l'assurance agricole

Espagne (pool)

Inde (libre concurrence)



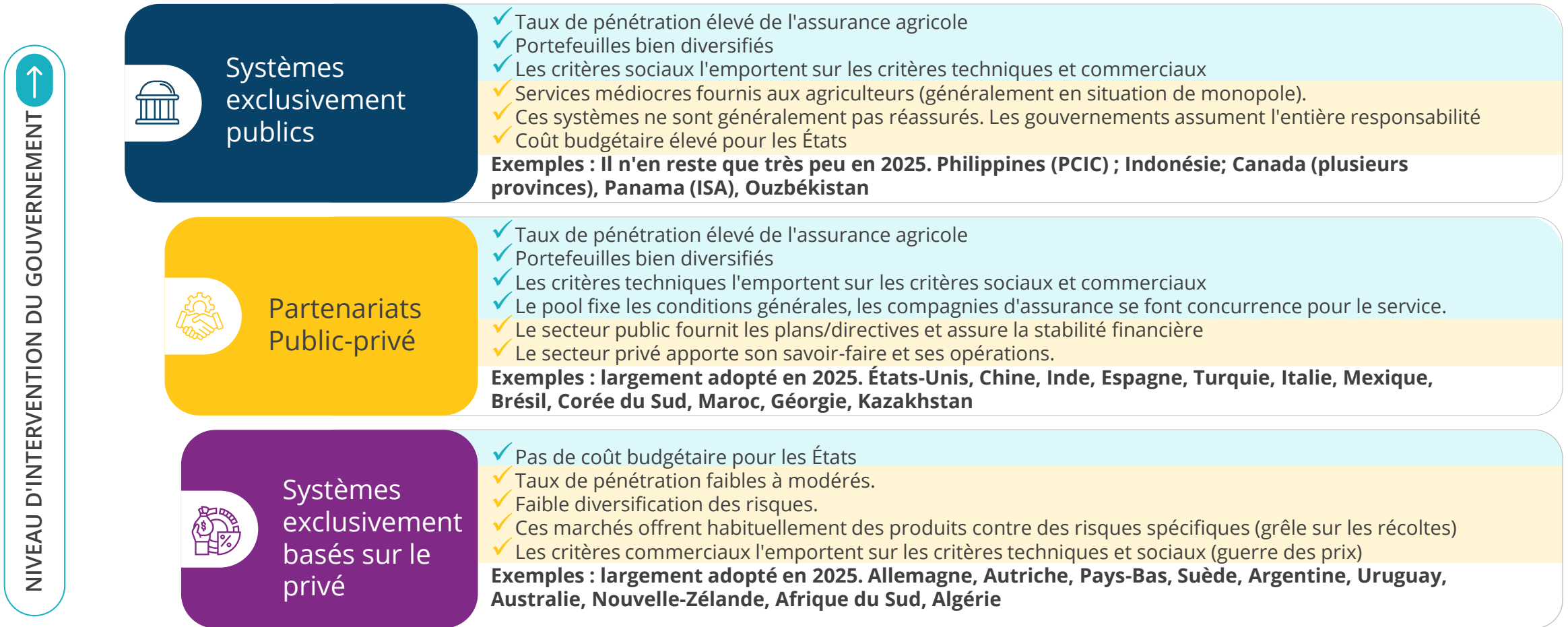
3

Leçons et conclusions

Credit photo : IN065506Banque mondiale



L'expérience internationale montre que les modèles de partenariat public-privé (PPP) sont un gage d'évolutivité et de durabilité

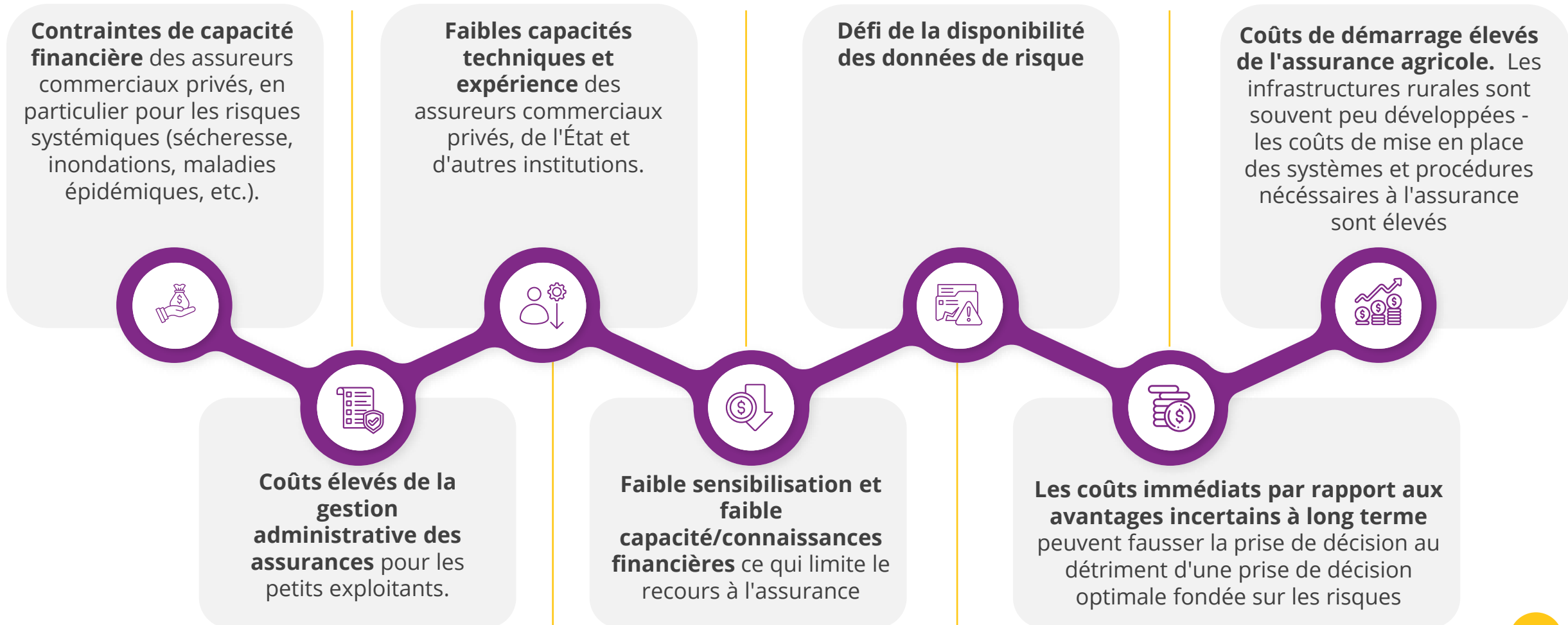


NOMBRE D' ACTEURS ET DIVERSIFICATION DES PRODUITS →

Source : Iturrioz 2010 ; Mahul et Stutley 2010.

Pourquoi l'État a-t-il besoin d'un soutien à l'assurance agricole ?

Défaillance du marché : disponibilité limitée de l'assurance des cultures agricoles et du bétail du secteur privé, en particulier pour les petits agriculteurs.



Pourquoi investir dans des programmes d'assurance agricole ?



Agriculteurs



Accroître l'investissement et la production :

- Améliorer l'accès au crédit agricole (remplace la garantie)
- Améliorer la capacité de remboursement des crédits agricoles (rester solvable)
- Encourager les pratiques agricoles efficaces et climato-intelligentes



Stabiliser la consommation et revenus en cas de pertes de récolte



Gouvernement



Accroissement des investissements, de la productivité, de la croissance et de la sécurité alimentaire



Une protection rentable et transparente des plus vulnérables

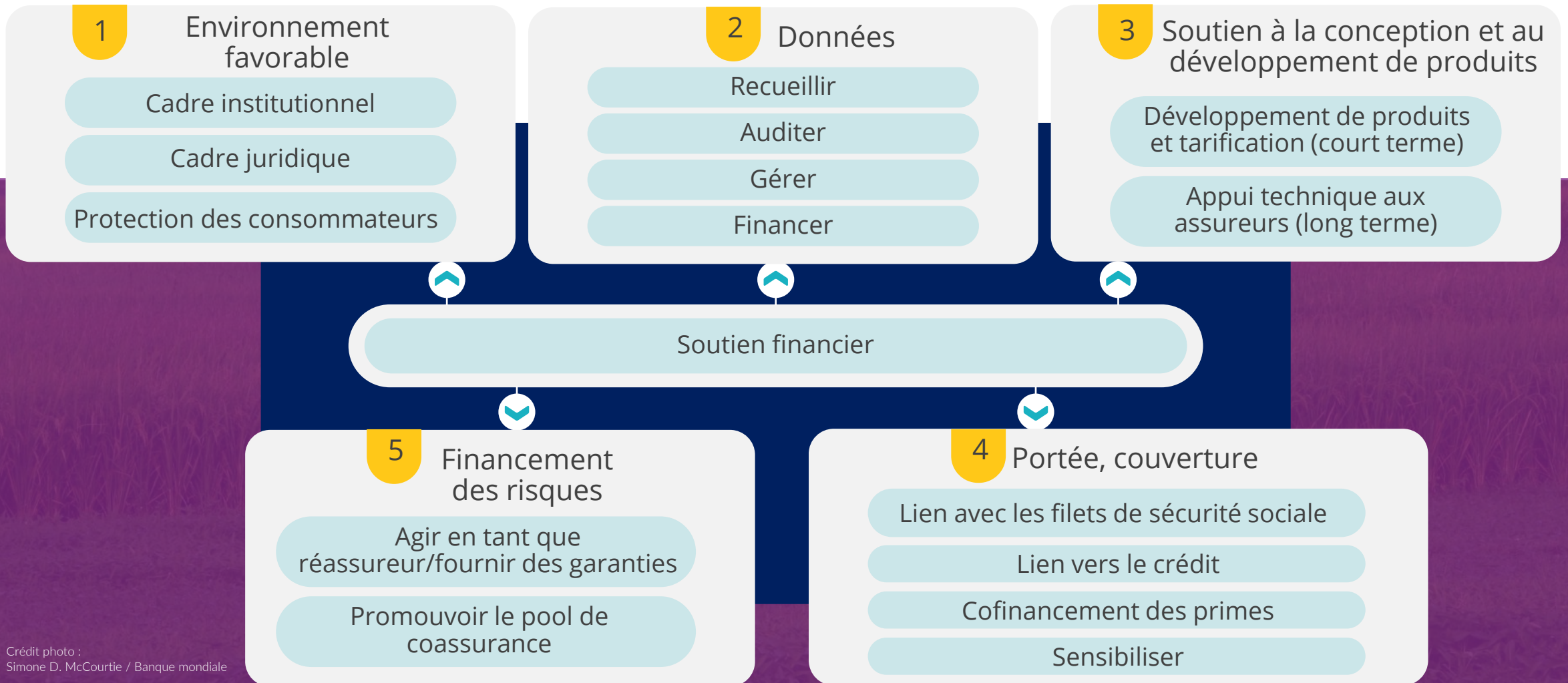


Revenus agricoles stabilisés : besoins de secours dédiés réduits en cas de catastrophe



Objectifs sociaux : (p. ex., réduction de l'exode rural)

Le rôle de l'État dans les programmes d'assurance agricole va bien au-delà du simple cofinancement des primes



Crédit photo :
Simone D. McCourtie / Banque mondiale

Exemples de grands programmes nationaux de PPP

Pays	Pool d'assurance agricole	Formes de soutien de l'État à l'assurance agricole				
		Assurance par l'Etat	Cofinancement des primes	Financement des coûts administratifs et opérationnels	Appui à la recherche-développement	Partage des risques de pertes catastrophiques
États-unis	Non	Non	Oui	Oui	Oui	Oui
Canada	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Espagne	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Portugal	Non	Non	Oui	Non	Non	Oui
Italie	Non	Non	Oui	Non	Non	Non
France	Non	Non	Oui	Non	Non	Non
Turquie	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Inde	Non	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Corée du Sud	Non	Non	Oui	Oui	Non	Oui
Chine	Oui	Non	Oui	Oui	Non	Oui
Brésil	Non	Non	Oui	Non	Non	Oui
Mexique	Non	Non	Oui	Non	Oui	Oui
Chili	Non	Non	Oui	Non	Oui	Non
Colombie	Non	Non	Oui	Non	Non	Non
Philippines	Non	Oui	Oui	Non	Non	Non

Source : Adapté de Mahul & Stutley 2010 et actualisé en 2024

Cofinancement des primes: indispensable à condition d'être rentable

Les coûts peuvent être extrêmement élevés :

- États-Unis 12 milliards de dollars (62 % du coût total)
- Chine USD >8 -10 milliards (80 % - 100 % des primes)
- Inde USD >3,5 milliards (85 % - 100 % des primes)

Celles-ci peuvent s'avérer financièrement insoutenables :

- Brésil 2016 : le gouvernement fédéral n'a pas respecté ses engagements en matière de subventionnement des primes
- Mexique 2018 : le gouvernement fédéral a dû réduire drastiquement le budget de subventionnement des primes
- Inde 2023 : Depuis l'introduction du PMFBY en 2015/2016, les engagements de paiement de l'Inde ont doublé. Certains États consacrent la majeure partie de leur budget agricole annuel à la subvention des primes

Les gouvernements devraient élaborer des stratégies SMART de cofinancement des primes en considérant :

- Objectifs des politiques – protection sociale vs investissement, production et croissance
- Accessibilité financière (au niveau agriculteurs / au niveau de l'État)
- Ciblage – où le cofinancement peut-il être le plus efficace et où est-il le plus nécessaire ?
- Viabilité budgétaire – comment gérer ou réduire la charge publique à long terme ?
- Équité – comment distribuer le cofinancement le plus équitablement possible ?
- Incitations – quel niveau de cofinancement est nécessaire pour encourager l'adhésion, tout en veillant à ce que les agriculteurs continuent de gérer les risques de manière proactive ?

Politiquement difficile à réduire ou à supprimer une fois mis en place



Les pools de coassurance peuvent ouvrir de nouveaux marchés

Un pool = un groupe d'assureurs qui offrent des services et produits d'assurance communs tout en partageant les coûts et les risques d'exploitation.

Plusieurs grands systèmes internationaux d'assurance agricole subventionnés qui ont donné de bons résultats adoptent une structure de pool



Espagne : Création du Pool AGROSEGURO en 1980 avec 17 grands assureurs privés plus 1 réassureur public CNS



Turquie : Pool TARSIM créé en 2006 avec 26 assureurs privés à parts égales

Avantages de la participation du secteur privé

Il est important d'attirer le secteur privé pour **mobiliser leurs capitaux** – ce qui limite le risque et la charge pour les pouvoirs publics – et pour favoriser l'**innovation et les réseaux de clients**.

Avantages de la mutualisation

La création d'un pool de **coassurance** peut aider



Faciliter l'entrée du secteur privé sur le marché et couvrir des risques de catastrophe qu'il ne peut pas assumer seul



Accroître l'adoption des solutions assurantielles



Acquérir l'expérience et les données nécessaires pour évaluer le risque, fixer les primes et concevoir de nouveaux produits ;



Réaliser **des économies d'échelle** dans les frais d'administration et d'exploitation du fait de l'existence d'un seul pool d'assurance



Réduire les coûts de la réassurance grâce à la diversification des risques et à la mutualisation, ce qui se traduit par des primes moins chères.

Régime combiné d'assurance agricole (CAS) espagnol : Structure organisationnelle du Groupement des Assureurs Agricoles Communs (AGROSEGURO)



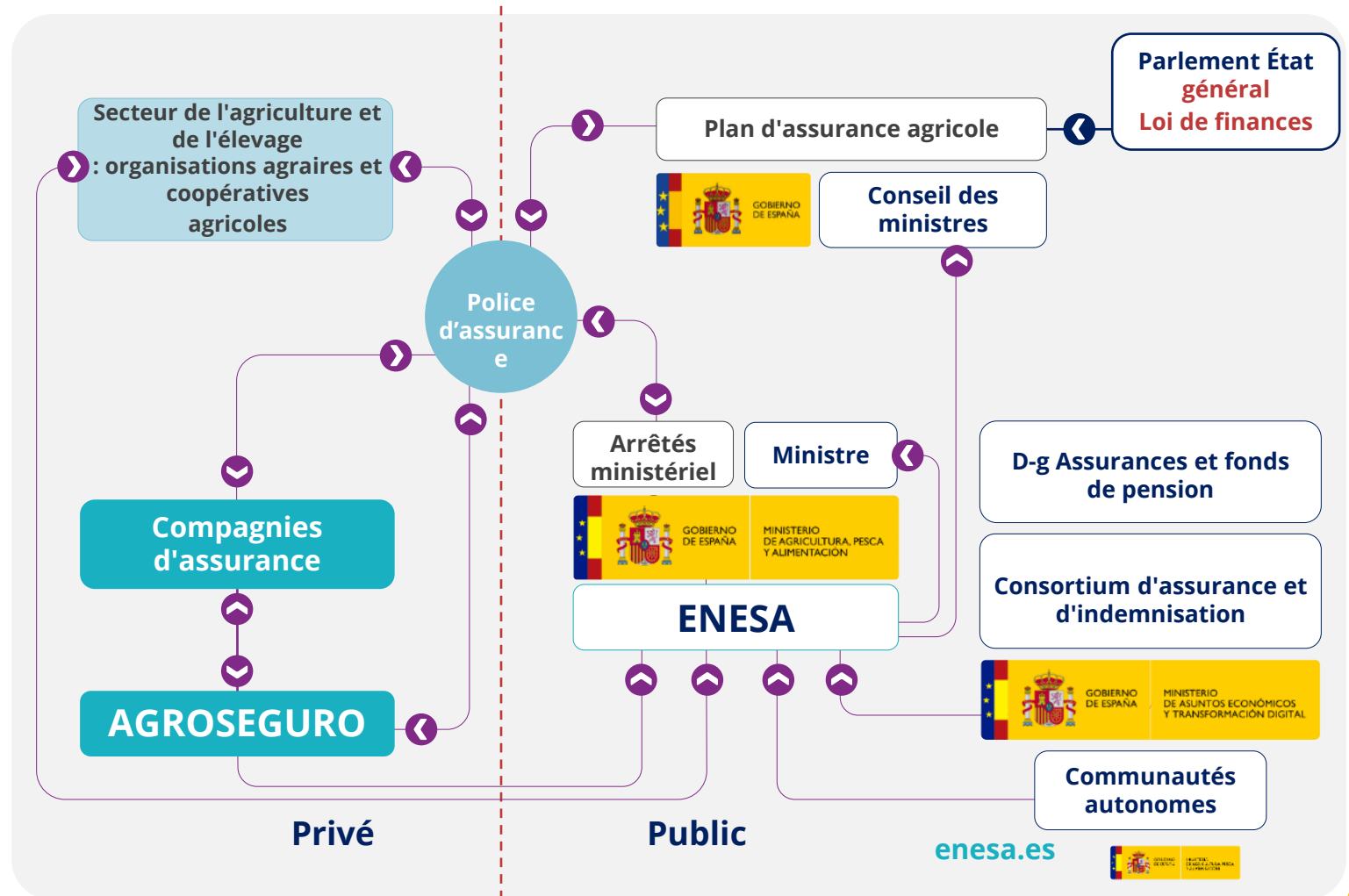
L'Agence nationale d'assurance agricole (ENESA, ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation) coordonne la politique gouvernementale, la planification et la mise en œuvre de la CAS.



Coassureurs du pool 2023 :
17 privés/mutuels
1 public : Insurance Compensation Consortium (CCS)



AGROSEGURO : agent de gestion détenu par les coassureurs du pool



Principaux points à retenir

Crédit photo : Scott Wallace / Banque mondiale

L'aide de l'État va bien au-delà du cofinancement des primes



Les partenariats public-privé d'assurance (PPIP) peuvent stimuler le développement du marché de l'assurance agricole



Les assureurs commerciaux privés sont généralement les mieux placés pour souscrire et prendre des risques



Création d'un cadre juridique et réglementaire favorable



Sensibilisation, éducation et formation



Amélioration et diffusion des données et des informations



Conception et évaluation des produits (support technique)



Promouvoir/capitaliser les pools de coassurance PPP



Les gouvernements devraient faire preuve de prudence budgétaire en ce qui concerne le cofinancement des primes afin d'en garantir la viabilité et l'évolutivité



Dans certaines circonstances, un soutien de l'État en tant que réassureur de dernier ressort peut être justifié



Les accords de coassurance (pool) méritent d'être envisagés au cours des premières années d'un nouveau programme



Cependant, le meilleur cadre organisationnel pour un PPIP dépend toujours des conditions du marché local.



Crédit photo : Simone D. McCourtie / Banque mondiale

Thank you / Merci / Спасибо



THE WORLD BANK



WORLD BANK GROUP

Academy

Étude de cas:

Pradhan Mantri Fasal Bima Yojana (PMFBI)





Assurance récolte en Inde : aperçu du PMFBY



PMFBY : principaux défis et solutions

Programme d'assurance indicielle du rendement par surface en Inde : Pradhan Mantri Fasal Bima Yojana (PMFBY)



Contexte

- 1,4 milliard d'habitants : 70 % en milieu rural
- 146 millions d'exploitations - taille moyenne des exploitations 1,08 ha.
- 85 % d'agriculteurs petits et marginaux
- La plupart cultivent des céréales, des légumineuses, des oléagineux, mais cela dépend de l'endroit.
- 7e plus grand pays : géographie et climat hétérogènes, 36 États/territoires de l'Union
- 2 saisons : Kharif et Rabi
- Principaux risques : sécheresse, inondations, canicules, vagues de froid, cyclones



Objectifs du régime national d'assurance-récolte

- Permettre aux petits exploitants agricoles d'accéder à des prêts saisonniers pour les cultures
- Réduire les niveaux d'endettement/de défaut de paiement
- Protéger la consommation, augmenter la productivité agricole et les revenus



La solution de l'Inde depuis 1980

- **Assurance indicielle des rendements par surface (AYII)** pour surmonter les problèmes liés à l'offre de polices MPCl individuelles aux petits exploitants agricoles
- + Assurance indicielle contre les intempéries (WII) depuis 2003 pour les cultures impropres à l'AYII, mais beaucoup moins répandue
- **Nouveau régime gouvernemental PMFBY lancé en 2016 et remanié en 2020**

Schéma PMFBY AYII : principales caractéristiques et réalisations

Fortement subventionné



Accessibilité financière :

les agriculteurs ne paient qu'un très faible pourcentage de la quote-part : 2,0 % (Kharif) et 1,5 % (Rabi)



Subventions des primes :

Le gouvernement de l'Inde et les gouvernements des États financent le solde des subventions des primes



Allocation de 1,6 milliard de dollars de l'administration centrale en 2023 au PMFBY

principalement pour les subventions de primes



Les gouvernements des États versent les 50 % restants

(10 % pour certains États)



Les États peuvent choisir d'y participer ou de ne pas y participer

Réalisations d'ici 2023-2024



Le plus grand régime d'assurance-récolte subventionné au monde : environ 35 millions d'agriculteurs assurés



3e plus grand régime en termes de volume de primes brutes souscrites - près de 4 milliards de dollars



Superficie totale assurée : 59 millions d'ha = environ 30 % de la superficie ensemencée brute (mais en deçà de l'objectif visé de 50 %)



environ 60 % des agriculteurs ont maintenant accès au crédit agricole formel



Optimisation des ressources pour l'agriculteur : pour chaque 1,2 dollar de prime payé par l'agriculteur, il a reçu 6 dollars d'indemnisation

Programme PMFBY AYII : défis et solutions

Attirer le secteur privé

Du monopole des assureurs publics aux PPP



Monopole d'assurance du secteur public de 1980 à 2005 : AIC, assureur public spécialisé dans l'agriculture



2011+ : réformes du marché → taux de prime actuariels



2015/16+ : Le gouvernement indien encourage la concurrence avec le secteur privé



Maintenant : les assureurs publics et privés approuvés par le gouvernement peuvent participer aux appels d'offre publics pour assurer le programme au niveau des États de l'Union



2020+ : appels d'offres lancés pour 3 ans au lieu d'un an = engagement accru à investir dans les infrastructures et la main-d'œuvre

Aperçu structurel des PPP d'aujourd'hui



c.18 Les compagnies d'assurance générales, dont 5 compagnies du secteur public, sont chargées de garantir le PMFBY



Agriculture Insurance Company of India Ltd. (AIC) est le plus grand assureur PMFBY (33 % de part de marché)



Le ministère de l'Agriculture et du Bien-être des agriculteurs gère le programme au niveau central par l'intermédiaire d'une Unité nationale d'appui technique (NTSU) forte de 70 personnes



En collaboration avec la NTSU, les départements de l'agriculture au niveau des États de l'Union sont responsables de la gestion et de la supervision de la mise en œuvre du programme.

Programme PMFBY AYII : défis et solutions

Améliorer la perception des agriculteurs

1985 – Kharif 2020 : assurance obligatoire pour les prêteurs, mais très impopulaire auprès des agriculteurs et des gouvernements des États



Pour les pouvoirs publics

Augmentation des taux et des volumes de primes



Pour les agriculteurs

Manque de sensibilisation, de transparence et de rapidité

Kharif 2020+



Facultatif pour tous les agriculteurs

2023-24 : le nombre d'agriculteurs assurés a augmenté de 36 % par rapport à 2021-22.

De nombreux changements pour améliorer le service, par exemple :



Pénalités pour retard dans le règlement des réclamations pour les États, les assureurs et les banques au-delà de 10 jours de la date limite prescrite pour le paiement des réclamations.



Il est interdit aux États de mettre en œuvre le système au cours des saisons suivantes si le versement de la subvention des primes aux compagnies d'assurance est retardé



Investissement public dans la technologie support du programme afin de faciliter l'inscription des agriculteurs et l'automatisation de tous les processus.



Campagnes de **sensibilisation à l'assurance** financées par les pouvoirs publics









Option de couvertures complémentaires permettant aux États d'offrir une protection plus complète contre les risques tout au long de la saison



Augmentation de l'ancienneté de la compagnie d'assurance et améliorations de la CCE

Résumé de l'assurance agricole en Inde

-  L'Inde a connu un grand succès, mais l'engagement financier du gouvernement est important et a été essentiel
-  Les défis rencontrés et les solutions proposées offrent des enseignements pour d'autres pays, par ex.
 - Avantages et défis de l'AYII pour les petits exploitants
 - Modèle de partenariat public-privé et comment attirer les assureurs du secteur privé
 - Suivi et améliorations continus pour atteindre et maintenir l'effet d'échelle et améliorer l'offre pour toutes les parties prenantes
-  La taille des terres et de la population de l'Inde et son objectif de couverture de la majorité des petits exploitants doivent être pris en compte
-  L'assurance récolte est toujours en constante évolution après plus de 40 ans et de nouveaux défis émergent
-  Certains enseignements tirés d'autres pays seront également importants pour l'Inde maintenant que le programme est volontaire, c'est-à-dire qu'il existe d'autres canaux de distribution
-  Le rôle de la technologie est essentiel, pour tous les processus back-end et front-end. L'Inde est à l'avant-garde de cette révolution technologique et la télédétection pour l'AYII pourrait changer la donne à l'échelle mondiale.